

durant cette période une croissance salariale supérieure à celle de "l'enrichissement collectif." L'auteur souligne cependant que la méthodologie utilisée risque de sous-estimer l'enrichissement réel des hauts salariés parce qu'elle ne tient pas compte des salaires réels, notamment de la progression des individus à l'intérieur des échelles salariales.

L'auteur conclut donc que deux ambitions des fronts communs intersyndicaux ont été relativement satisfaites, soit celle de la réduction des écarts entre les salaires et celle de la participation à l'enrichissement collectif. En ce qui concerne une autre ambition du mouvement syndical, soit celle d'exercer une influence sur la structure salariale du secteur privé, l'auteur conclut qu'il ne peut en arriver à des conclusions significatives pour le moment.

L'ouvrage d'André Beaucage est intéressant à plus d'un titre. Il éclaire, en profitant du recul du temps, le contenu des demandes salariales des employés du secteur public dont la réalité est toujours difficile à percevoir lors des périodes de négociation et d'affrontement public à travers les médias; il livre des résultats d'analyse importants concernant l'évolution historique des niveaux et de la structure des salaires; enfin, il laisse entrevoir l'importance que revêt la dynamique politique interne dans la préparation des demandes syndicales. Sur ce dernier point, on aurait souhaité que l'auteur soit plus explicite et qu'il s'interroge, par exemple, sur les liens qui ont pu exister entre le contenu des demandes salariales et les départs subséquents de certains syndicats du Front commun. D'autre part, l'objet même du livre, les demandes salariales, qui ne constituent qu'un aspect d'un sujet déjà très spécialisé qui est celui des revendications des employés du secteur public, apparaît très parcellaire. Il faudra cependant s'habituer à cette réalité puisque les subventions des organismes publics aux chercheurs s'orientent de plus en plus dans cette direction... Néanmoins, la préface de Marcel Pépin complète bien l'ouvrage en fournissant une vue d'ensemble sur les origines et la signification historique de cette expérience des fronts communs intersyndicaux. Le lecteur y trouvera un plaidoyer convainquant sur l'impact social positif de ces expériences.

Endnotes

- 1 Conseil national du bien-être social (1988). *Profil de la pauvreté 1988*. Ottawa: Ministère des Approvisionnements et Services Canada, p.81.
- 2 Le "secteur public" inclut ici la Fonction publique avec ses ministères et organismes gouvernementaux, les institutions du secteur "parapublic" telles les institutions de la santé, des affaires sociales et de l'éducation, ainsi que les entreprises du secteur dit "péripubliques" telles Hydro-Québec et la Société des Alcools du Québec.

Community Organization and the Canadian State

Edited by Roxanna Ng, Gillian Walker and Jacob Muller, Toronto: Garamond Press, 1990, pp. 343.

Steve Hick
University of Toronto
Faculty of Social Work

This collection represents a useful and original addition to the literature on "community organization." The field of community development or community organizing has gone through different periods of development shackled by dogmatism, benign neglect, theoretical inadequacies and elevated expectations. It has gone in and out of the spot-light as government funding and activist strategies shifted and advanced. Community organization has been seen as a tool for governments to co-opt people struggling for change, and as a strategy for progressive social transformation or liberation. Debates about the character of community work have been engulfed in definitional discussions and terrain building, which have done little to clarify the field.

Given the practical and analytical concerns which this historical formation presents, this book tackles the necessary questions with a diversity which reveals the complicated dynamics of community organization, and serves well its stated analytical and political intentions. The book aims to draw together papers on diverse organizational efforts to develop an understanding of the relation between different forms of community organizing and the Canadian state, and how activists/analysts might work strategically to transform society.

The papers are grouped into three sections. The three papers of Part 1 examine the assumptions and work underlying the term "community" from a feminist standpoint, and challenge the conventional notions of the concept. Gillian Walker covers the range of issues the book intends, by examining the economic organization and various state formations which subsume and subordinate women's work in the home and the labour force. Kari Dehli and Anne Bullock also challenge the myth of "community care" and expose the gender character of state notions of community which masks the work that women do without pay.

The second group of papers deals with the interactions between "the community" and "the state" in a variety of contexts. The book's introduction admits